

EGMONT PAPER 108

**RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES ET  
PROCESSUS DÉMOCRATIQUES EN  
AFRIQUE CENTRALE :  
ENTRE SYSTÈMES HÉGÉMONIQUES ET  
NOUVEAUX RÉGIMES DE DISSIDENCE**

HANS DE MARIE HEUNGOUP &  
TANDA THEOPHILUS



EGMONT

September 2019

### **ABOUT THE AUTHORS**

Hans De Marie Heungoup est politologue et senior analyste Afrique centrale à l'International Crisis Group. Depuis une dizaine d'années, il observe les mutations politiques et sécuritaires en cours en Afrique centrale et dans le bassin du lac Tchad, notamment au Cameroun, en RCA, au Tchad et au Gabon.

Tanda Theophilus est doctorant en Science Politique à l'Université de Douala et ancien Guistra Fellow à l'International Crisis Group.

### **ABOUT THE EGMONT PAPERS**

The Egmont Papers are published by Egmont – The Royal Institute for International Relations. Founded in 1947 by eminent Belgian political leaders, Egmont is an independent think-tank based in Brussels. Its interdisciplinary research is conducted in a spirit of total academic freedom. A platform of quality information, a forum for debate and analysis, a melting pot of ideas in the field of international politics, Egmont's ambition – through its publications, seminars and recommendations – is to make a useful contribution to the decision-making process.

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	2
<b>Mise en contexte : le Cameroun et le Tchad entre tensions sociopolitiques et crise économique</b> .....	4
<b>Médias sociaux : nouvel outil de démocratisation en Afrique centrale ? . . .</b>	7
La sphère numérique comme outil de mobilisation .....	7
La sphère numérique comme plateforme de formation ou de formatage des opinions publiques .....	11
<b>Riposte des régimes au pouvoir et stratégies d'innovation de la dissidence.</b>	14
Les stratégies de contrôle et de riposte des régimes gouvernants . . . . .	14
Les stratégies alternatives de la dissidence : logiques et modes d'action	17
<b>Facteurs de résilience des régimes autoritaires en Afrique Centrale . . . . .</b>	19
La faiblesse des forces vives locales .....	19
Le faible taux de pénétration d'internet .....	21
La faiblesse des classes moyennes .....	21
<b>Conclusion</b> .....	23

## INTRODUCTION

La démocratie est dans le monde contemporain la forme la plus aboutie de « modernité politique », malgré ses limites propres. En dépit du vent du pluralisme qui a soufflé dans les années 1990, l'Afrique centrale est restée une aire de résistance à la démocratie, et la plupart des Etats demeurent dans l'entre-deux des transitions escamotées et des cycles de restauration des autoritarismes.<sup>1</sup> Ces transitions en trompe-l'œil ont parfois pris des formes violentes : coups d'état supposément démocratiques et révoltes de masse. De fait, depuis bientôt 30 ans on observe l'émergence de démocraties<sup>2</sup>, sortes de démocratie en apparence, mais dans lesquelles les règles du jeu électoral sont truquées et les régimes en place se maintiennent par le clientélisme et la violence d'état.<sup>3</sup> Cet hiver démocratique a créé un grand désenchantement qui explique en partie la désaffection des électeurs dans cette sous-région africaine et la quasi résignation des partis de l'opposition.<sup>4</sup> L'un des rares développements positifs est l'avènement des réseaux sociaux numériques, qui semblent offrir des fenêtres d'opportunités susceptibles d'aider les sociétés africaines à sortir de la léthargie politique.

L'avènement des réseaux sociaux numériques en Afrique offre des opportunités nouvelles de mobilisation et d'expression d'un pluralisme des vues pour des populations souffrant le martyre de régimes monolithiques. Mais si les réseaux sociaux ont contribué aux transitions de régimes dans des pays de l'Afrique du Nord et même d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Gambie) à partir de 2010<sup>5</sup>, force est de constater qu'en Afrique centrale, la situation est différente.

---

<sup>1</sup> Boulaga, F.E 1997, *La démocratie de transit au Cameroun*, L'Harmattan, Paris. Mbembe, A, 'Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'Etat au Cameroun', in P. Geschiere et P. Konings (eds.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Karthala, Paris. Sindjoun, L 1999, *La révolution passive au Cameroun : Etat, société et changement*, Codesria, Dakar.

<sup>2</sup> Sur le concept de démocratie, lire Liniger-Goumaz, M 1992, *La démocratie, dictature camouflée, démocratie truquée*, L'Harmattan, Paris.

<sup>3</sup> Daloz, J-P & Chabal, P 1999, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Economica, Paris ; Back, D & Gazibo, M 2011, *L'Etat néopatrimonial genèse et trajectoires contemporaines*, PU d'Ottawa, Ottawa ; Bratton, M & Van de Walle, N 1997, *Democratic experiments in Africa, transition in comparative perspective*, Cambridge University Press, Cambridge.

<sup>4</sup> Lefort, C 2008, *L'invention démocratique ; les limites de la domination totalitaire*, Fayard, Paris ; Pommerolle, E.M 2008, 'La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post-autoritaire et militantisme extraverti', *Critique Internationale*, vol. 40, pp. 73-94.

<sup>5</sup> A partir de 2010, une révolution débute en Tunisie et se propage dans plusieurs pays arabes, aboutissant au renversement de plusieurs régimes. Ces « printemps arabes » ont fait long feu, car dans presque tous les pays concernés, les changements de régimes n'ont nullement engendré des systèmes plus démocratiques, et dans bien des cas ils ont conduit à la guerre civile ou à des conflits violents, comme en témoigne la situation en Lybie, Syrie et au Yémen. En outre, à l'opposé de certaines prédictions, lesdits printemps n'ont pas pu percoler en Afrique subsaharienne. Voir Faris, D 2012, 'La révolte en réseau : le printemps arabe et les médias sociaux', *Politique étrangère*, vol 1, pp. 99-109 ; Morin, V 2017, 'Comment Internet a fait les printemps arabes', *Le Monde*, 14 octobre ; Veron, J-B 2013, 'Quelles retombées des printemps arabes sur l'Afrique subsaharienne ?', *Afrique Contemporaine*, n° 245, pp. 13-22.

Ces observations soulèvent un triple questionnement : les réseaux sociaux peuvent-ils apporter une réponse aux blocages démocratiques dans cette région ? Comment évaluer les processus démocratiques en Afrique centrale à l'ère des réseaux sociaux ? Et comment les régimes autoritaires d'Afrique centrale s'organisent-ils pour neutraliser les effets des réseaux sociaux sur leurs systèmes hégémoniques ? Cet article tente d'interroger l'état actuel des sociétés politiques d'Afrique centrale, précisément le Cameroun et le Tchad, à l'heure des réseaux sociaux numériques. Il s'appuie sur une soixantaine d'entretiens effectués dans ces deux pays en 2017 et 2018, et sur l'observation de groupes militants sur Facebook, WhatsApp et Twitter de 2016 à 2018.

L'argument central de cet article est qu'en Afrique centrale, non seulement la pénétration des réseaux sociaux numériques n'a pas engendré une transition de régimes, mais elle n'a non plus modifié significativement les configurations sociales et politiques. Cette sclérose résulte en partie du fait que les régimes en place ont su trouver des moyens de neutraliser leurs effets, mais aussi de la trop grande faiblesse des oppositions et des sociétés civiles locales. Au demeurant, les réseaux numériques offrent de nouvelles opportunités aux acteurs sociaux et politiques en Afrique centrale, mais ces derniers sont contraints par une configuration sociale et numérique précaire et des contrecoups liberticides des pouvoirs en place.

## MISE EN CONTEXTE : LE CAMEROUN ET LE TCHAD ENTRE TENSIONS SOCIOPOLITIQUES ET CRISE ÉCONOMIQUE

Le Cameroun et le Tchad sont deux démocraties présidentielles<sup>6</sup> en situation de crise économique et d'ébullitions sociales depuis 2016. Malgré la pénétration des médias sociaux depuis plus d'une décennie, les formations régnautes et hégémoniques sont parvenues à neutraliser leurs effets et à contenir les mobilisations populaires.

Le Tchad est dirigé de main de fer depuis 1990 par Idriss Deby Itno, arrivé au pouvoir par un coup d'état contre Hissène Habré. Longtemps considéré comme l'un des pays les plus pauvres de la planète, le Tchad a rejoint le club des producteurs de pétrole en 2003, ce qui a accéléré la croissance de son produit intérieur brut. Le président Deby a subséquemment amorcé plusieurs chantiers infrastructurels à travers le pays, mais une grande partie de la manne pétrolière a été détournée par le clan présidentiel.<sup>7</sup> Depuis 2015, cependant, le pays fait face à une crise économique sans précédent sous l'effet du recul marqué du prix du pétrole. Au-delà de l'exposition du pays à la volatilité des cours du pétrole, cette crise a mis au grand jour les faiblesses de la gouvernance économique, notamment la mauvaise gestion des ressources et finances de l'Etat, et l'absence d'une vision stratégique à long terme. Les interventions militaires extérieures, notamment au Nord du Mali où des milliers de soldats tchadiens sont déployés depuis 2013 contre les groupes djihadistes, ainsi qu'au nord du Nigeria et dans la zone du lac où ils combattent Boko Haram et l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest, ont contribué à aggraver la situation économique et sociale du pays. Pour y faire face, le gouvernement a introduit une série de seize mesures d'austérité, dites « mesures budgétaires d'urgence », destinées à réduire ses déficits et comprenant, entre autres, la baisse de 50% des indemnités des fonctionnaires sur 18 mois, la réduction de moitié des indemnités des députés, la suppression des bourses de 18 000 étudiants. En janvier 2018, d'autres mesures plus dures à l'encontre des travailleurs, en particulier, et des Tchadiens, en général, ont été décidées. Elles comprennent la réduction des salaires des fonctionnaires, l'augmentation du prix du carburant ainsi que d'autres produits de base, l'augmentation de divers impôts et taxes (impôt sur les revenus des personnes physiques, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée), pour ne citer que celles-là. Ces séries de mesures ont conduit les principales centrales syndicales, notamment l'Union des syndicats du

---

<sup>6</sup> du Bois de Gaudusson ; J (ed.) 2012, *Les tabous du constitutionalisme en Afrique francophone*, dossier d'Afrique contemporaine n° 242 ; Sindjoun, L 2002, *L'Etat ailleurs : entre noyau dur et case vide*, Economica, Paris.

<sup>7</sup> 'Le Tchad ruiné par la dette et la corruption liées au pétrole' 2018, *France TV*, 6 avril.

Tchad (UST), le Syndicat des enseignants et chercheurs du supérieur (SYNECS) et la Confédération indépendante des syndicats du Tchad (CIST), à des grèves générales, parfois de longues durées, paralysant des pans entiers de l'administration publique. Avant cela, le viol d'une jeune fille le 8 février 2016, filmé et diffusé sur les réseaux sociaux, la victoire controversée d'Idriss Deby aux élections d'avril 2016 et diverses autres mesures comme le gel des recrutements à la fonction publique en janvier 2016, le retard des bourses des étudiants ou même l'imposition du casque pour les chauffeurs de motos-taxis, avaient déjà tendu le climat socio-politique et provoqué une série de manifestations accentuées par les réseaux sociaux.<sup>8</sup>

Au Cameroun, Paul Biya est au pouvoir depuis 1982.<sup>9</sup> La partie francophone du pays (République du Cameroun), sous mandat français, a accédé à l'indépendance en 1960 ; puis la partie anglophone (Southern Cameroons), sous mandat britannique, a accédé à l'indépendance en 1961 en étant rattaché à la partie francophone. De cette union est née la république fédérale du Cameroun. Mais l'abolition de la fédération en 1972 au profit de l'Etat unitaire a suscité peu à peu un malaise au sein de la communauté anglophone. Dans les années 1990 des personnalités de premier plan anglophones, comme l'ex vice-président John Ngu Foncha, ont pour la première fois exprimé leurs frustrations publiquement contre « l'assimilation » et la « francophonisation » de la partie anglophone. En octobre 2016, la question « anglophone » est revenue avec force au-devant de la scène. Des revendications d'avocats et enseignants ont eu lieu dans les deux régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) du Cameroun, largement amplifiée par les réseaux sociaux. Initialement pacifiques, ces revendications corporatistes se sont rapidement transformées en mobilisation générale et en demandes politiques : autonomie, fédéralisme, voire sécession. Face à la diffusion des images des bavures policières sur les réseaux sociaux, le gouvernement a coupé Internet au début 2017 pendant trois mois, s'attirant des pressions de la part des partenaires internationaux du Cameroun.<sup>10</sup> Aujourd'hui, cette crise s'est muée en conflit armé, opposant près d'une dizaine de groupes armés séparatistes aux forces de défense et de sécurité camerounaises. Environ 1000 civils, 350 militaires et policiers, et plus de 1200 combattants séparatistes ont été tués depuis septembre 2017.<sup>11</sup>

<sup>8</sup> International Crisis Group 2016, *Tchad : entre ambitions régionales et fragilités*, Rapport Afrique n° 233, 30 mars ; Freland, F-X 2016, 'Tchad : une politique austère en temps de crise', *Jeune Afrique*, 30 décembre ; Gorwitz, N 2016, 'Tchad : les réseaux sociaux coupés depuis plus de trois mois', *Jeune Afrique*, 22 juillet.

<sup>9</sup> Pigeaud, F 2011, *Au Cameroun de Paul Biya*, Karthala, Paris ; De Marie Heungoup, H 2011, *Le BIR, la GP et le pouvoir au Cameroun*, Editions universitaires européennes, Berlin.

<sup>10</sup> Pommerolle, M-E & De Marie Heungoup, H. 2017, 'The Anglophone crisis : A tale of the cameroonian postcolony', *African Affairs*, vol 116, n° 464.

<sup>11</sup> Compilation faite par les auteurs à partir du croisement de journaux camerounais et d'une cinquantaine d'entretiens effectués avec plusieurs catégories d'acteurs à Yaoundé et dans les régions anglophones depuis 2018. Voir International Crisis Group 2019, *Crise anglophone au Cameroun : comment parvenir aux pourparlers*, Rapport Afrique n°272, 2 mai. Par ailleurs, en juin 2018, le ministre de la Défense a déclaré à l'Assemblée nationale qu'au moins 120 militaires et policiers tués ont été tués en zone anglophone de novembre 2017 à mai 2018.

Au fond le conflit dans les régions anglophones n'est qu'un symptôme des problèmes structurels de gouvernance du Cameroun. Ces problèmes se sont empirés ces six dernières années et les réseaux sociaux ont été le véhicule de leur énonciation sur la scène publique. Dans l'ensemble, la restriction accrue des libertés publiques, le bridage des médias et les grèves intermittentes de plusieurs corps sociaux (enseignants, des médecins et travailleurs) depuis 2017 ont créé un climat social délétère.<sup>12</sup> A ce climat social délétère s'ajoute une crise sociopolitique, sur fonds de clivages ethniques, depuis l'élection présidentielle d'octobre 2018. Le leader de l'opposition, Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), clame toujours sa victoire, alors qu'il a officiellement obtenu 14% des suffrages contre 71% pour le président Biya. Juste après l'élection, il a initié un « plan national de résistance », intitulé « non au hold-up électoral ». Initialement focalisé sur la réclamation d'un recomptage des voix du scrutin présidentiel, ce plan de résistance a été élargi à des sujets moins clivants, comme le « non à la guerre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest » ou le « non à la gabegie de la fortune publique ». Mais ce plan de résistance illustre en lui-même les difficultés à mobiliser dans le contexte camerounais. Le plan de résistance est effectivement populaire sur les médias sociaux et compte des centaines de milliers de partisans et sympathisants. Pour autant, les différentes marches organisées à Yaoundé, Douala et Bafoussam depuis fin 2018 n'ont souvent mobilisé que quelques centaines de personnes et dans un seul cas un millier.<sup>13</sup> Cette dichotomie entre l'hyper popularité dans les médias sociaux et la faible capacité à mobiliser dans des marches réelles est symptomatique des difficultés de la société civile et des forces alternatives au Cameroun, bien que l'opposition justifie cela par la brutalité de l'administration et des forces de sécurité, qui interdisent systématiquement les manifestations de l'opposition et tirent parfois à balles réelles contre des manifestants.<sup>14</sup>

<sup>12</sup> International Crisis Group 2014, *Cameroun : mieux vaut prévenir vaut que guérir*, Briefing Afrique, n°101, 4 septembre ; De Marie Heungoup, H 2014, 'La démocratie piégée au Cameroun : vers l'invention du pontificat politique ?', *Congo Afrique*, n° 490, décembre. Mbembe, A 2017, 'Au Cameroun, le crépuscule d'une dictature à huis clos', *Le Monde*, 9 octobre.

<sup>13</sup> Observations des auteurs, novembre 2018 à juin 2019, Yaoundé, Douala et Bamenda. 'Cameroun : 300 interpellations après une marche en soutien à Maurice Kamto et au MRC' 2019, *Jeune Afrique*, 9 juin.

<sup>14</sup> Entretiens, leaders de la société civile et hommes politiques, Douala et Yaoundé, juin-décembre 2018. 'Une manifestation réprimée à balles réelles au Cameroun' 2019, BBC, 26 janvier.



## MÉDIAS SOCIAUX : NOUVEL OUTIL DE DÉMOCRATISATION EN AFRIQUE CENTRALE ?

Si les médias sociaux et les médias traditionnels sont les chiens de garde de la démocratie et de la liberté d'expression,<sup>15</sup> force est de constater que les derniers sont de moins en moins indépendants. Dans les régimes dictatoriaux, les médias traditionnels sont contrôlés par le pouvoir exécutif. Dans les régimes dits démocratiques, des formes de contrôle oligarchique par des grandes entreprises et des politiques ont été insidieusement instituées, si bien que les médias sociaux sont à ce jour le seul véritable espace de libertés.<sup>16</sup> Les médias sociaux et les réseaux sociaux numériques semblent s'ancrer dans le paradigme de la contre-démocratie théorisé par Pierre Rosanvallon, et dont les modalités sont : la surveillance, la dénonciation et le jugement.<sup>17</sup> Contrairement aux médias traditionnels, ils sont moins sous l'influence des oligarchies, même si l'actualité sur de supposées ingérences russes dans les élections en France et aux Etats-Unis rappelle qu'eux aussi peuvent être manipulés.<sup>18</sup> Au Cameroun et Tchad, malgré certaines dérives, les médias sociaux participent de la surveillance, la dénonciation et la formation des opinions.<sup>19</sup> Au fond, ils servent surtout de canal de communication et de catalyseurs de mobilisations sociales et politiques dans des pays où les espaces politiques sont confisqués par le pouvoir central.

### La sphère numérique comme outil de mobilisation

#### *Un nouveau cadre d'information*

Les réseaux sociaux s'érigent de plus en plus en concurrents des médias classiques. Si la télévision et la radio demeurent des sources d'informations importantes, les médias sociaux sont de plus en plus prépondérants dans l'acquisition de l'information. Comme le souligne le rapport annuel de Reuters Institute, les réseaux sociaux comme Facebook et WhatsApp se sont imposés comme des intermédiaires entre les médias dominants et les lecteurs.<sup>20</sup> Le cas de la crise anglophone au Cameroun illustre parfaitement cette mise en concurrence des médias classiques par les réseaux et qui a tourné à l'avantage de ces derniers. La plupart des personnes inter-

<sup>15</sup> Halimi, S 2005, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Raisons d'agir, Paris.

<sup>16</sup> Voir le documentaire de Gilles Balbastre, *Les nouveaux chiens de garde*, 10 décembre 2012. Fabre, J 2016, 'Médias français. Qui possède quoi ?', *Le Monde diplomatique*, juillet ; Sweney, M 2015, 'UK media plurality threatened by dominant group of large firms', *The Guardian*, 21 octobre ; Bishop, V 2015, 'The illusion of choice : 90 per cent of American medias controlled by sic corporations', *Global research*, 29 août.

<sup>17</sup> Rosanvallon, P 2006, *La Contre-Démocratie : La politique à l'âge de la défiance*, Le Seuil, Paris.

<sup>18</sup> Mayer, J 2018, 'How Russia helped swing the election for Trump', *New Yorker*, 1 octobre.

<sup>19</sup> Najjar, S (ed.) 2013, *Les réseaux sociaux sur internet à l'heure des transitions démocratiques*, Karthala, Paris.

<sup>20</sup> Reuters Institute 2015, *Digital news report 2015*.

rogées ont déclaré s'informer durant la crise principalement à travers les réseaux sociaux. Au-delà des récepteurs, les réseaux sociaux constituent le moyen de communication privilégié des figures de proue de la contestation. Alors qu'un quotidien camerounais tire en moyenne 5000 exemplaires, les comptes Facebook des leaders des protestations au Cameroun et au Tchad sont suivis par des dizaines, voire d'une centaine de milliers de personnes. Leurs publications, y compris les vidéos, sont souvent partagées par des dizaines de milliers de personnes, ce qui dépasse largement les taux d'audience atteints par les médias traditionnels dans la sous-région. Ainsi, au Cameroun, le compte Facebook d'une des figures du mouvement anglophone (Mark Baret) est suivi par plus de 130,000 internautes. Celui de Boris Bertolt, un activiste opposé au régime Biya et qui appelle au soulèvement populaire, est suivi par plus de 70,000 personnes. De même, au Tchad, Abakar Halata (homme politique), Makaila Nguebla (blogueur), Jean-Bosco Manga (activiste) suivis par des dizaines de milliers de tchadiens sur Facebook ont joué un rôle significatif dans les mobilisations contre la vie chère et l'austérité.<sup>21</sup>

Ces réseaux sociaux permettent donc une diffusion plus facile et rapide des informations et de mots d'ordre de la mobilisation. Dans toutes les crises sus-évoquées, la diffusion d'images d'actes de tortures, de viols, etc. a généralement provoqué des mobilisations et manifestations. Au Tchad, les manifestations de février 2016 ont en partie été causées par la diffusion sur les réseaux sociaux de la vidéo du viol d'une jeune fille à Ndjamena. La jeune fille a été enlevée puis violée par un groupe de jeunes, fils de hauts gradés de l'armée et de personnalités importantes du régime. Cette vidéo a entraîné un mouvement de protestation de masse, d'abord des femmes, puis des jeunes et ensuite de toutes les couches de la société.<sup>22</sup>

La force des réseaux sociaux réside dans leur attractivité et le pouvoir de l'instantané. Grâce à ce pouvoir de diffusion de l'information, les individus échappent désormais plus facilement à la censure, car, tous les citoyens, via des blogs, des sites web, YouTube, twitter etc., peuvent désormais toucher facilement une plus grande audience que les médias classiques. Au Cameroun, les scènes de tortures des étudiants de l'Université de Buea (dans le Sud-Ouest anglophone) par les militaires et les policiers ont été filmées en 2016 et diffusées instantanément sur Facebook et WhatsApp.<sup>23</sup> Cette séquence a contribué à la légitimation populaire de la contestation anglophone, qui s'est attiré quelques sympathies même parmi les francophones.

<sup>21</sup> Entretiens, activistes et hommes politiques, Ndjamena, février 2018. 'Tchad : Makaila Nguebla, un blogueur en exil' 2017, *Jeune Afrique*, 5 janvier.

<sup>22</sup> 'Tchad : une marche dégénère après le viol d'une fille' 2016, *RFI*, 15 février.

<sup>23</sup> 'Cameroun : grève des étudiants de l'université de Buea, les violences policières soulèvent l'indignation' 2016, *Koaci*, 29 novembre.

## ***Un lieu de rassemblement, de socialisation politique et de formation à l'action militante***

Les médias sociaux sont aussi des lieux de rassemblement, de socialisation politique et de formation à l'action militante et protestataire. A travers des conversations sur Facebook, Twitter et WhatsApp, les activistes s'éduquent et se forment à la chose politique. Ils discutent de leurs expériences vécues et sont en interaction avec les activistes d'autres pays. C'est le canal de communication idéal. Les leaders fixent généralement des rendez-vous et s'entretiennent avec les populations à l'aide des vidéos. Au Tchad, plusieurs annonces relatives aux rencontres des acteurs de la société civile ont été faites via Facebook. En août 2016, lorsque le Mouvement citoyen IYINA demanda au président réélu Idriss Déby Itno de rendre le fauteuil présidentiel, cette information fut diffusée surtout par les réseaux sociaux.

Au Cameroun, les appels aux villes mortes et autres mots d'ordre de la contestation anglophone sont lancés via les réseaux sociaux. De fait, l'essentiel de l'architecture organisationnelle de la contestation a été pilotée via les réseaux sociaux. En avril 2017, Tapang Ivo Tanku, un des leaders anglophones, a émis plusieurs vidéos suivies par des dizaines de milliers de personnes. A travers ces vidéos, Tapang appelait à la désobéissance civile et à la destruction des biens des agents de l'Etat. D'autres figures de proue de la contestation anglophone postent des vidéos également très suivies. Le message de fin d'année du président autoproclamée de l'Ambazonie (République virtuelle anglophone) a été suivi sur les réseaux sociaux par plus de 100,000 internautes, soit deux fois celui du président Biya au même moment. Dans ces vidéos, ils déclinent le calendrier des villes mortes et autres actions à mener. En janvier 2017, les arrestations arbitraires de certaines figures du mouvement anglophone ont provoqué une campagne, baptisée « operation free all detainees », qui a eu un retentissement médiatique important. L'opération consistait à mettre la pression sur les autorités camerounaises à travers les réseaux sociaux pour obtenir la libération des détenus. Elle a eu des résultats mitigés, car certains des leaders ont été libérés, tandis que d'autres demeurent détenus. Dans le même sens, l'arrestation d'une journaliste en novembre 2018 a déclenché une mobilisation sans précédent dans les réseaux sociaux et dans les médias classiques qui ont poussé le pouvoir à faire lever les charges contre elle.<sup>24</sup>

Les réseaux sociaux semblent aussi inspirer plus de confiance aux populations du fait de leur transparence et de leur horizontalité. A travers les médias sociaux, il est plus facile de contacter les responsables politiques et de la société civile, ce qui est un plus démocratique indéniable dans des contextes où la culture politique est verticale. Ces médias sociaux facilitent ainsi une forme de cyberdémocratie,<sup>25</sup> caractérisée par

<sup>24</sup> 'Cameroun : la journaliste Mimi Mefo libérée' 2018, *RFI*, 11 novembre.

<sup>25</sup> Ziegler, J 2016, 'Cyberdémocratie et démocratie participative', in P. Ségur & Périé-Frey S, *L'Internet et la démocratie numérique*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan.

l'horizontalisme et l'obligation de rendre compte. Au sein de la contestation anglophone, plusieurs leaders, sous la pression de leurs bases, sont souvent obligés de publier des vidéos pour se justifier d'accusations ou rendre compte de la gestion des contributions (GoFundMe) faites par les sympathisants du mouvement pour financer les milices rebelles ou prendre en charge les réfugiés anglophones au Nigéria.<sup>26</sup>

Outre la crise anglophone, les médias sociaux se sont révélés efficaces dans plusieurs crises sociales camerounaises comme l'affaire du bébé volé de la jeune Vanessa Tchatchou en 2011 dans un hôpital à Yaoundé, l'affaire du déraillement du train en octobre 2016 à Eseka qui a fait 79 morts et 551 blessés ou encore dans la répression des marches du parti de l'opposition MRC en 2018 et 2019, et ont mis en lumière les crimes graves commis par les forces de défense camerounaises dans l'Extrême-Nord du pays depuis 2014.<sup>27</sup> Les réseaux sociaux numériques ont été à l'origine d'une sensibilisation de l'opinion, de mobilisations et de marches pacifiques dans ces différents cas. Dans l'affaire Koumateke, une femme en travail n'a pas pu être admise aux urgences d'un hôpital public à Douala faute de moyens financiers. Décédée à l'entrée de l'hôpital une heure après son arrivée, une de ses proches a ouvert son ventre au couteau pour tenter de sauver ses deux nourrissons. Le mépris et la désinvolture du corps médical, qui ont assisté à la scène, combinés aux images horribles des nourrissons morts extraits du ventre de Koumateke ont provoqué un émoi national. C'est des réseaux sociaux que sont partis les mots d'ordre pour une mobilisation de milliers de personnes devant cet hôpital. La pression des réseaux sociaux a aussi obligé le gouverneur de la région du Littoral et le ministre de la Santé Publique à descendre sur les lieux et à prendre des sanctions disciplinaires contre les responsables de cet hôpital, un fait rare au Cameroun.<sup>28</sup> A l'Extrême-Nord, une vidéo circulant sur les réseaux sociaux en juillet 2018 et montrant l'assassinat de femmes et d'enfants par les forces de défense en juillet 2018 a suscité un émoi national et international. Le gouvernement a initialement réfuté la vidéo, avant de l'admettre à la suite d'une contre-enquête de la BBC et de la forte mobilisation sur les réseaux sociaux.<sup>29</sup> Dans le même sens, l'opération 11 millions d'inscrits pilotée par Cabral Libii, candidat à l'élection présidentielle d'octobre 2018, est partie des réseaux sociaux. Elle aurait permis de faire inscrire des milliers jeunes sur les listes électorales. Le seul compte Facebook de ce mouvement compte plus de 200.000 membres et Cabral Libii est arrivé troisième à l'élection présidentielle avec 6 pour cent des voix.<sup>30</sup>

<sup>26</sup> 35,000 camerounais anglophones sont réfugiés au Nigéria et 530,000 sont déplacés à l'intérieur du pays du fait des violences de l'armée et des affrontements entre l'armée et les milices rebelles. OCHA, « West and Central Africa : weekly regional humanitarian snapshot », juin 2019.

<sup>27</sup> Afom, F 2019, 'Les scandales Vanessa Tchatchou et Monique Koumateke. La constitution d'un espace public oppositionnel au Cameroun', *Réseaux*, n° 216.

<sup>28</sup> 'Cameroun : ce que révèle la mort tragique d'une mère et de ses jumeaux dans un hôpital' 2016, *Le Monde*, 15 mars.

<sup>29</sup> 'Cameroon atrocity : finding the soldier who killed this woman' 2018, *BBC*, 24 septembre.

<sup>30</sup> Entretiens, responsables d'*Elections Cameroon* et du *Mouvement 11 millions d'inscrits*, Yaoundé, mars 2018.

D'autres mouvements politiques et sociaux ont construit l'essentiel de leurs stratégies de mobilisation et médiatisation à partir des réseaux sociaux. C'est le cas du mouvement « Stand-up for Cameroon » et l'initiative « Black Friday » lancés par le *Cameroon People's Party* et des associations comme *Cameroon O'bosso*. C'est aussi le cas du mouvement « génération change ». La plupart de ces mouvements, n'ayant pas accès aux médias publics, capitalisent sur les réseaux sociaux. Le contexte camerounais étant répressif, les acteurs du mouvement « Stand-up for Cameroon » sont souvent arrêtés après chacune de leurs manifestations. Et là encore, c'est généralement grâce aux mobilisations sur les réseaux sociaux, combinées aux pressions diplomatiques qu'ils sont libérés.<sup>31</sup>

### **Les réseaux sociaux comme ballon d'essai**

Les médias sociaux sont aussi utilisés par les gouvernements et les leaders de la société civile ou de l'opposition comme des plates-formes pour tester les opinions publiques sur des questions précises. Dans le cadre de la crise anglophone, au début des grèves, les leaders s'en sont servis pour tester la légitimité de leurs causes auprès de la population. Sur Facebook, après chaque post sur les objectifs de la grève, les leaders ont souvent ajusté leur stratégie et message en tenant compte des milliers de commentaires de citoyens. Plus largement, l'approbation des publications (posts) et mots d'ordre des leaders par les milliers de commentaires et mentions « j'aime » leur a servi de feu vert, au point que certains leaders comme Tapang Ivo, initialement fédéraliste et critiqué par les internautes pour cette position molle, ont rejoint le camp ambazonien.<sup>32</sup>

Le gouvernement camerounais a lui-même parfois utilisé les médias sociaux comme ballon d'essai. Ce fut le cas en 2015, lorsqu'il a propagé ou laissé propager l'idée que l'élection présidentielle pouvait être anticipée du fait de la CAN à organiser en 2019, de l'insécurité dans l'Extrême-Nord et bien d'autres raisons. Mais cette idée a fait long feu, car les partis de l'opposition, notamment le *Cameroon People's Party* et le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, ont utilisé ces mêmes médias sociaux pour mobiliser l'opinion publique contre cette option.

### **La sphère numérique comme plateforme de formation ou de formatage des opinions publiques**

Au-delà de la simple information, les médias sociaux s'avèrent aussi être un champ de bataille pour l'opinion publique. Pour parvenir à leurs fins, les utilisateurs recourent immodérément à la surinformation, à la désinformation et à la propagande.

<sup>31</sup> 'Arrestation d'une vingtaine de femmes après une marche de l'opposition à Yaoundé' 2018, VOA, 9 mars.

<sup>32</sup> L'Ambazonie (Ambazonia) est un terme utilisé par les séparatistes anglophones pour désigner l'Etat auto-proclamé du Southern Cameroons.

## **La surinformation**

Pour influencer l'opinion publique, les protestataires procèdent à la surinformation. La surinformation est une stratégie qui permet de garder la cible concentrée sur un sujet précis, de semer la confusion entre vraies et fausses informations. Cette masse d'informations peut être soit homogène, soit hétérogène. Au Tchad, le trop-plein de commentaires, photos et vidéos en février 2016 liés au viol collectif de l'adolescente Zouhoura par des fils de généraux de l'armée tchadienne proches du président Deby, aux fraudes électorales et à la crise socioéconomique constituaient une forme de surinformation entretenue par l'opposition et la société civile, dans le but de pérenniser une image négative du régime. Dans le cas Zouhoura, la diffusion sur les réseaux sociaux numériques de vidéos de ce viol a entraîné des manifestations de lycéens dans plusieurs villes. Fait rare lorsqu'il s'agit de fils de dignitaires au Tchad, les sept auteurs du viol ont été condamnés à des peines de dix ans d'emprisonnement.

Au Cameroun, YouTube et Facebook sont largement utilisés par des activistes francophones tels que Patrice Nouma (ancien militaire camerounais et critique du président Biya basé aux USA), Patrice Nganang (écrivain, universitaire et activiste) ou le groupe d'activistes opposés au pouvoir en place et réunis sous la désignation « Brigade anti-sardinards ». Leurs vidéos comptent individuellement des dizaines de milliers de « vues », tant sur YouTube que sur Facebook et sont abondamment partagés et commentés. Dans le milieu des activistes anglophones, plus d'une centaine d'activistes publient des dizaines de posts par semaine sur la crise anglophone, dans le but d'inciter les populations à rejoindre à choisir le camp séparatiste. Ces activistes étant très suivis et leurs publications partagées, cela a contribué à entretenir la pression des réseaux sociaux sur le gouvernement camerounais.

## **La désinformation et la propagande**

L'un des problèmes que posent les réseaux sociaux est lié à la procédure de diffusion de l'information. Les nouvelles sont dispersées de façon instantanée, sans recul, ni analyse, ce qui suscite de la confusion, car il est impossible de démêler le vrai du faux. Si certaines fausses informations diffusées ne sont pas le fruit d'un travail prémédité, d'autres sont volontairement fabriquées ou déformées dans le but de désinformer le public.<sup>33</sup> ».

La propagande désigne un ensemble de techniques de persuasion, mises en œuvre pour propager une idée, une opinion, une idéologie ou une doctrine afin de pousser un public-cible à adopter une attitude donnée. Elle se caractérise le plus souvent par

<sup>33</sup> Huyghe, F-B 2016, *L'Ennemi à l'ère numérique*, Presses Universitaires de France, Paris. Il définit la désinformation comme consistant « à propager délibérément des informations fausses en les faisant apparaître comme venant de source neutre ou amie pour influencer une opinion et affaiblir un adversaire ».

une influence médiatique, une création volontaire de la confusion, la manipulation de l'opinion publique à l'aide de statistiques biaisées, la falsification des images/vidéos, la diffusion des informations partiales, les campagnes de diabolisation, etc. Ainsi, elle est une forme de communication unidirectionnelle, qui prend parfois (mais pas toujours) la forme de la désinformation.

La désinformation et la propagande sont courantes au Tchad et au Cameroun. Elles prennent la forme de publication d'informations fabriquées. Les objectifs de cette pratique sont plus souvent l'intoxication<sup>34</sup> et la fabrication du consentement.<sup>35</sup> Si l'intoxication et la fabrication du consentement ont toujours respectivement été associées aux groupes maffieux et aux pouvoirs publics, l'avènement des réseaux sociaux facilite l'appropriation de ces stratégies par une partie considérée plus faible : les individus sans portefeuille officiel ou la partie non-étatique d'un conflit. Au Cameroun, plusieurs fausses images et vidéos de tueries circulent depuis la crise anglophone, certaines ayant été prises dans des pays autres que le Cameroun. De même, pour faciliter le boycott des cours par les élèves et le renforcement des « villes mortes », les grévistes anglophones ont, dès le début de la grève, fait croire à l'annulation de l'année scolaire et à la non-reconnaissance des diplômés de 2017 en zone anglophone par l'Unesco.<sup>36</sup> Beaucoup de parents y ont cru. En outre, suite à la grève des médecins à Yaoundé, une fausse vidéo où un médecin affirmait que le salaire mensuel des médecins est de 10,500 FCFA (16 euros) a circulé, probablement dans le but de susciter plus d'indignation. Or dans la réalité le salaire des médecins débutants est d'au moins 150 000 FCFA (250 euros) et les plus expérimentés ou les spécialistes reçoivent des émoluments bien plus élevés. Cette vidéo a pourtant été abondamment reprise et a suscité l'indignation d'internautes qui y avaient cru.

Par ailleurs, des activistes fabriquent de plus en plus des comptes Facebook et Twitter fictifs ou de parodies de comptes de membres du gouvernement où ils diffusent leurs propres messages, semant ainsi la confusion au sein de l'opinion. La publication d'anciennes images et vidéos des événements ni géographiquement, ni même historiquement liées aux crises en question constitue un acte de désinformation et de propagande. Au-delà des images et vidéos de torture vérifiées et vérifiables, plusieurs vidéos d'autres événements ont surgi comme étant des vidéos et images des forces de sécurité torturant les populations.

<sup>34</sup> L'intoxication est une technique de manipulation consistant à déstabiliser un adversaire en lui fournissant de fausses informations.

<sup>35</sup> L'expression « fabrication du consentement » traduit généralement des techniques psychologiques utilisées par des gouvernements pour faire accepter une pratique/politique. Lire Herman, E & Chomsky, N 1995, *Manufacturing Consent : The Political Economy of the Mass Media*, Vintage, London.

<sup>36</sup> Entretiens, fonctionnaires onusiens, parents d'élèves et activistes, Yaoundé, Buea, Bamenda, mars 2018.

## RIPOSTE DES RÉGIMES AU POUVOIR ET STRATÉGIES D'INNOVATION DE LA DISSIDENCE

Si, en Afrique du Nord et même en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso), les réseaux sociaux ont contribué au renversement des régimes, en Afrique centrale, les gouvernements développent des stratégies pour contrer cette poussée transitionnelle. Face à la pression populaire, les gouvernements du Cameroun et du Tchad font recours aux moyens de neutralisation des mobilisations comme la suspension ou l'alourdissement du réseau Internet, les arrestations massives, la propagande et l'instrumentalisation des médias classiques et la contre-utilisation pernicieuse des médias sociaux. Confrontés aux mesures prises par leurs gouvernements, les protagonistes des soulèvements sont contraints de faire appel aux stratégies alternatives telles que l'usage des SMS, des VPN (Virtual private network), des réseaux sociaux sécurisés comme Telegram, ou encore migrent vers les zones ayant accès au réseau Internet et le recours aux sources de financement.

### Les stratégies de contrôle et de riposte des régimes gouvernants

#### *La suspension du réseau internet*

Confrontés au pouvoir de nuisance des médias sociaux en temps de crise, les gouvernements tchadien et camerounais ont souvent procédé à la suspension du réseau Internet sur leurs territoires respectifs. Les manifestations anti-Déby à l'approche des élections présidentielles au Tchad en 2016 auraient provoqué la panique au sein du gouvernement, poussant ce dernier à bloquer les réseaux sociaux numériques, ainsi que les communications par SMS dans le pays pendant plusieurs semaines lors des élections.<sup>37</sup> Les Tchadiens ont dû attendre les résultats des élections sans réseau Internet. Cette démarche du gouvernement a reçu de virulentes critiques de la part des institutions internationales. Les citoyens sont également contraints de faire recours à la connexion VPN (Virtual private network) pour contourner la suppression d'Internet. D'autres se rapprochent du pont Ngueli près de la ville camerounaise de Kousseri et utilisent les réseaux camerounais MTN, Orange et Nextel. Au Cameroun, les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ont été privées du réseau Internet pendant trois mois, de janvier à mai 2017. Bien avant la déconnexion d'Internet dans ces régions à prédominance anglophone, certains comptes Facebook et sites web ont été bloqués sur le territoire camerounais et donc ne pouvaient être consultés à partir du Cameroun. C'est le cas du site web d'un des principaux activistes du mouvement anglophone, Mark Bareta.

---

<sup>37</sup> Meister, S 2017, 'Réseaux sociaux et mobilisations citoyennes. Le nouvel activisme tchadien', *L'Afrique en questions*, n° 32, IFRI.



Le Tchad et le Cameroun sont aussi parfois soupçonnés de faire ralentir la connexion internet dans des zones précises ou sous tensions, ou encore de faire appliquer par les opérateurs privés des coûts d'internet particulièrement élevés, afin de limiter l'accès. Ceci expliquerait en partie pourquoi ces deux pays sont classés parmi ceux ayant les plus faibles taux de couverture Internet en Afrique. En même temps, ils sont aussi parmi ceux où l'accès à Internet coûte le plus cher. L'objectif caché de cette démarche serait d'empêcher une vraie démocratisation d'Internet susceptible de renverser leurs monopoles politiques.<sup>38</sup>

Par ailleurs plusieurs activistes et opposants au Cameroun accusent le pouvoir de « s'être mis Facebook dans la poche ». Ils accusent Facebook de pratiquer une politique du deux poids, deux mesures. Les comptes Facebook des activistes anti-régime et opposants sont systématiquement suspendus à la moindre publication d'images violentes, alors que ceux d'activistes pro régime ne le sont jamais.<sup>39</sup> Difficile de démêler le vrai du faux, mais le régime camerounais a constitué depuis 2017 une task force, pilotée depuis la présidence, pour signaler les comptes de dissidents. Beaucoup de rumeurs courent également sur la rencontre qui a eu lieu en août 2018 entre la direction de Facebook et le gouvernement à Yaoundé.<sup>40</sup>

### ***Nouvelles législations liberticides, poursuites judiciaires et arrestations***

Les gouvernements tchadiens et camerounais procèdent également à des arrestations de masse, ciblant le plus souvent les leaders. Au Tchad, le leader du mouvement IYINA (« nous sommes fatigués ») a été arrêté en avril 2017. Le 15 avril, Bernard Solo, l'un des leaders de la campagne « Tournons la Page » a également été arrêté. Plusieurs autres responsables d'organisations de la société civile et défenseurs des droits de l'homme ont été détenus, voire jugés et condamnés. Ce fut le cas, en 2016, de Mahamat Nour Ibedou, secrétaire général de la Coordination Tchadienne des Associations des Droits de l'Homme (CTDDH), membre fondateur et rapporteur du collectif TROP C'EST TROP, ou de Marie Larlem, la coordinatrice de l'Association Tchadienne pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT).

Au Cameroun, le pouvoir n'hésite pas à utiliser la loi antiterroriste, adoptée en 2013, pour faire taire la contestation. Les leaders anglophones, notamment Agbor Balla et Fontem Neba, ont été arrêtés en janvier 2017, de même que le journaliste Mancho Bibixy et par la suite l'Avocat-Général de la Cour suprême Ayah Paul Abine. Ils ont tous été traduits devant les tribunaux militaires conformément à la loi antiterroriste. D'autres leaders tels que l'Honorable Wirba, Maitre Bobga Harmony et Tassang

<sup>38</sup> Entretiens, politologues et informaticiens, Ndjamena et Yaoundé, février-mars 2018.

<sup>39</sup> Entretiens, activistes et opposants, Yaoundé et Douala, octobre 2018.

<sup>40</sup> 'Facebook discute des fake news avec les autorités du Cameroun' 2018, VOA, 9 août.

Wilfred ont dû s'exiler. En plus des arrestations, d'autres leaders ont reçu des convocations pour les intimider. C'est le cas de Me Akere Muna et de certaines autorités de l'église Catholique romaine. Au-delà de la question anglophone, en août 2017, trois lycéens ont été condamnés à dix ans de prison pour avoir fait des plaisanteries dans des SMS et réseaux sociaux sur Boko Haram.<sup>41</sup>

Enfin le Tchad comme le Cameroun ont évoqué en 2018 des projets de lois pour mieux surveiller sur les contenus en ligne et réprimer les appels à la violence ou les propos diffamatoires sur les médias sociaux, sans toutefois matérialiser cela. Le régime tchadien a finalement opté pour une option radicale en censurant internet dans tout le pays de fin mars 2018 en juillet 2019.<sup>42</sup> Le pouvoir au Cameroun a, lui, préféré recruter certains des influenceurs web pour faire relayer sa propagande, a sollicité une société privée russe pour diffuser des contenus favorables au pouvoir et défavorable au leader de l'opposition sur les médias sociaux, et a requis l'appui de la Chine pour faire installer de centaines de caméras dans les villes de Yaoundé et Douala.<sup>43</sup>

### *Les médias classiques comme roue de secours*

Pour contrer les protestations, les gouvernements tchadiens et camerounais ont également eu recours aux médias classiques, en l'occurrence la télévision et la radio nationales, voire la téléphonie mobile. Au Tchad, la télévision nationale a délibérément passé sous silence plusieurs assassinats et faits d'actualité en lien avec les mobilisations sociales et politiques. Au Cameroun, la télévision nationale (Cameroon Radio and Television, CRTV) et la presse officielle (Cameroon Tribune) ont été les principaux outils d'influence et de propagande du régime. Elles ont à plusieurs reprises fait de fausses annonces concernant la reprise scolaire dans les régions anglophones. Les membres du gouvernement sont passés par ces organes pour nier l'existence d'un problème anglophone ou même les bavures de l'armée dans cette zone.

Le gouvernement camerounais a également fait recours aux menaces. Ainsi, en début 2017, le Ministère des Postes et Télécommunications a envoyé des dizaines de SMS aux populations avec le message suivant : « *L'émission et la propagation de fausses nouvelles, notamment par les réseaux sociaux, sont réprimés par le Code pénal et la loi* ». <sup>44</sup> Au Tchad, l'envoi des SMS a été très perturbé pendant les élections.<sup>45</sup>

<sup>41</sup> Amnesty International 2016, 'Cameroun : trois jeunes risquent 20 ans de prison pour avoir partagé un message de plaisanterie sur Boko Haram', 20 septembre.

<sup>42</sup> 'Au Tchad, Idriss Deby lève la censure sur les réseaux sociaux' 2019, *BBC*, 13 juillet.

<sup>43</sup> Entretiens, hauts fonctionnaires et officiers des renseignements, Yaoundé, décembre 2018. Observations, Douala et Yaoundé, juin 2019.

<sup>44</sup> Entretiens, populations et activistes camerounais, Yaoundé, décembre 2018.

<sup>45</sup> Entretiens, populations et activistes tchadiens, Ndjamena, novembre 2018.

## ***La contre-utilisation pernicieuse des médias sociaux***

En plus des médias classiques et officiels, les gouvernements exploitent aussi les médias sociaux à leurs fins. L'on note la récurrence des publications sur les pages Facebook et Twitter de certains membres du gouvernement. C'est le cas des publications sur la page Facebook du Président Paul Biya. Ces comptes antigèrèves mènent une campagne autour de l'unicité et l'indivisibilité de l'Etat.

Les gouvernements n'hésitent pas à recourir à des moyens technologiques plus sophistiqués. Ceux-ci comprennent entre autres le clonage, l'inhibition, le piratage et le signalement de comptes Facebook ou Twitter des activistes et opposants, ainsi que la dégradation volontaire de la connexion dans certaines zones.<sup>46</sup> Au Cameroun et au Gabon, les régimes font recours à des entreprises de lobbying en ligne qui achètent ou créent des centaines de faux comptes Facebook et Twitter pour augmenter l'audience des personnalités et diffuser la propagande gouvernementale. Ainsi au Cameroun plusieurs centaines de comptes Twitter et Facebook de nature propagandiste ont été créés quelques mois avant l'élection présidentielle d'octobre 2018.<sup>47</sup>

## **Les stratégies alternatives de la dissidence : logiques et modes d'action**

Face aux mesures coercitives des gouvernements, les cyber-militants tentent d'innover et modifient leurs stratégies, y compris en ayant recours aux médias classiques.

Les SMS et les appels téléphoniques font partie des stratégies utilisées. Dès le début des manifestations de février 2018 au Tchad, les protestataires usaient déjà des messages et appels téléphoniques pour organiser des rassemblements. L'impact des SMS, qui servaient d'outil d'information, de mobilisation et d'influence de l'opinion publique avait contraint les autorités tchadiennes à les interrompre pendant les élections présidentielles. Les appels téléphoniques devaient donc jouer ce rôle.

Au Cameroun, l'importance des SMS s'est accrue après l'interruption du réseau internet en janvier 2017. Les leaders anglophones ont alors lancé l'opération « Call Back Home » et mis sur pied un réseau de points focaux dans tous les arrondissements de la zone anglophone. Ces points focaux servent de relais d'information aux populations et facilitent la coordination des activités entre la base et le leadership, à travers les informations qu'ils fournissent aux uns et aux autres. Ils ont aussi créé une base de données comprenant des milliers de numéros de téléphones auxquels ils envoient régulièrement des SMS. L'opération « Call back Home » consistait à

<sup>46</sup> Entretiens, informaticiens et officiers des renseignements, Yaoundé, septembre 2017.

<sup>47</sup> Observation des auteurs.

persuader les Camerounais originaires des deux régions anglophones, mais vivant en dehors de ces régions, à appeler les membres de leurs familles et à mobiliser les réseaux villageois et de quartier pour faire respecter, y compris par l'intimidation, les morts d'ordre de « villes mortes » et de désobéissance civile.

La force des SMS et des appels réside dans le fait qu'ils permettent d'atteindre les populations n'ayant pas accès à Internet, y compris dans les zones rurales. Ceci explique pourquoi la coupure d'Internet n'est pas parvenue à enrayer la dynamique des mobilisations.

Les migrations sont un des moyens pour les leaders contestataires d'échapper à la coercition. Au Cameroun, des milliers de ressortissants de la région du Nord-Ouest ont migré vers la région de l'Ouest francophone, soit pour avoir accès au réseau Internet, soit pour suivre des études. Ceux du Sud-Ouest ont massivement migré vers les régions du Littoral, du Centre et de l'Ouest.

Certains se sont exilés au Nigéria, aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe où ils demandent l'asile politique. Ces migrations, surtout à l'international, ont transformé le leadership de cette crise, dans la mesure où elles ont renforcé les mobilisations de la diaspora. Plusieurs leaders anglophones interviennent régulièrement sur les grandes chaînes internationales pour plaider leur cause. En même temps, les militants anglophones ont créé en 2017 leur propre télévision, la Southern Cameroons Broadcasting Corporation, qui émet de l'étranger et qui est plus suivie en zone anglophone que la chaîne officielle camerounaise, la CRTV.<sup>48</sup>

Dans la même veine, les grévistes ont recours aux activités génératrices de revenus. Dans le cas du Cameroun, le financement des activistes passe aussi par des initiatives de fundraising (lever des fonds) telles que « GoFundMe », « my trip to Buea » et « NA AK47 » s'agissant des anglophones ou « Je suis Kamto » s'agissant des francophones. Ces initiatives consistent à mobiliser les finances pour soutenir les protestataires. Ceci permet d'approvisionner les populations locales, y compris les déplacés et réfugiés anglophones, de financer les activités des leaders de la grève et celles des groupes armés. De telles initiatives ont été lancées en ligne, dans les conférences aux États-Unis et en Europe. La majeure partie des fonds proviennent de la diaspora.

---

<sup>48</sup> Entretiens, populations anglophones, Buea et Bamenda, mars 2018.

## FACTEURS DE RÉSILIENCE DES RÉGIMES AUTORITAIRES EN AFRIQUE CENTRALE

Nonobstant l'émergence des réseaux sociaux, les régimes autoritaristes d'Afrique centrale font montre d'une forte résilience et adaptation. En autres facteurs, la faiblesse des forces vives locales et le faible taux de pénétration du réseau internet semblent les plus significatifs.

### La faiblesse des forces vives locales

Le principal facteur de résilience des régimes camerounais, tchadien et gabonais est la faiblesse structurelle des sociétés civiles et oppositions dans ces pays, comparé aux mouvements sociaux relativement denses et structurés qui ont préexisté au boom des réseaux sociaux en Afrique de l'Ouest notamment. L'émergence de la société civile dans ces pays a été le fait de mobilisations sociales spontanées. Il s'en est suivi un foisonnement qui a occasionné la multiplication anarchique de structures associatives, n'étant parfois que des regroupements fictifs ou mort-nés et qui servent de cache-sexe pour des activités commerciales ou de capteurs des financements des bailleurs de fonds.<sup>49</sup>

Depuis leur flamboyance dans les années 1990, ces sociétés civiles apparaissent de plus en plus divisées et noyautées par le clientélisme ; certains activistes de premier plan ayant même rejoint les formations gouvernantes. Par conséquent, beaucoup de figures de la société civile d'alors semblent avoir perdu un ancrage avec le bas du bas.<sup>50</sup> Cela explique pourquoi ils ne parviennent plus que difficilement à mobiliser les populations, en même temps que les dynamiques sociales du bas leur échappent de plus en plus. C'est pourquoi lors des émeutes de février 2008 au Cameroun, aucun des acteurs de la société n'a été en mesure de canaliser le mécontentement populaire, afin de l'orienter vers des objectifs clairs.<sup>51</sup> Au Tchad, si l'on assiste toujours à une forte capacité de mobilisation de la part des syndicats, des organisations des droits de l'Homme et des jeunes, les contraintes financières et juridiques sont les principaux facteurs de leur faiblesse.<sup>52</sup> La majeure partie des mobilisations a, certes, été initiée ou accentuée par les acteurs de la société civile, mais l'absence d'autonomie financière rend leurs actes moins efficaces. De ce fait, les acteurs de la société civile n'arrivent que faiblement et rarement à traduire la mobilisation dans

<sup>49</sup> Mappa, S 2009, *Les impensés de la gouvernance : La société civile, réponse à la crise ?*, Karthala, Paris, p. 440.

<sup>50</sup> Bayart, J-F, Mbembe, A & Toulabor, C 2008, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Karthala, Paris ; Geschière, P 1990, 'Le politique en Afrique : le bas, le haut et le vertige', *Politique Africaine*, N° 39.

<sup>51</sup> International Crisis Group 2010, *Cameroun : les dangers d'un régime en pleine fracture*, Rapport Afrique N° 161, 24 juin.

<sup>52</sup> Amar, Z, et al 2014, *La société civile au Tchad cartographie des acteurs*, FED, Ndjamena, p. 43.

les réseaux sociaux en mobilisation réelle.<sup>53</sup> Or sans une présence mobilisatrice effective et continue sur le terrain il y a peu de chances que les mécanismes révolutionnaires qui se sont formés dans le Maghreb s'enclenchent en Afrique centrale. Les dynamiques digitales du Maghreb se sont adossées sur des réseaux associatifs solides, financièrement autonomes et portés par une classe de jeunes diplômés des universités.

Cette faiblesse des sociétés civiles de ces pays n'est pas une réalité atavique. Elle est le résultat de mécanismes de domination mis en place graduellement par les régimes gouvernants après les turbulences politiques des années 1990.<sup>54</sup> Les régimes ont encouragé la création de centaines d'associations fantoches dans le but d'assourdir le message de véritables associations dissidentes dans un bruit associatif qui a rendu les populations de plus en plus confuses. Ils ont aussi organisé la précarisation des leaders associatifs, en ont coopté un bon nombre, usé indifféremment de la répression légale et illégale et procédé à une diabolisation auprès de l'opinion publique de certains leaders. Au Cameroun, par exemple, le régime Biya s'est servi de moyens légaux et illégaux pour fragmenter et affaiblir l'ADDEC, la principale association estudiantine à rayonnement national.<sup>55</sup> Ils illustrent comment.

Les oppositions dans ces pays connaissent un sort encore moins enviable que celui des sociétés civiles : précarisation, divisions et rivalités internes, clientélisme, corruption et collusion avec le pouvoir, tropismes ethniques et tribalisme, faiblesse idéologique et programmatique, absence de visibilité en-dehors du temps électoral, ainsi que le complexe messianique qui pousse plusieurs leaders à se positionner en sauveur de la nation et à se mettre en avant plutôt que leur offre politique.<sup>56</sup> Au Cameroun et au Tchad, les partis de l'opposition ne parviennent plus à se constituer en blocs puissants. Il existe 302 partis politiques au Cameroun et plus de 200 au Tchad. L'on assiste à une balkanisation (comme en témoigne la création de partis politiques comme le CPP et l'AFP par d'anciens membres du SDF au Cameroun) et l'irruption de multiples partis pro-gouvernementaux comme le Front pour le salut national du Cameroun (FSNC). Toute cette confusion délibérément entretenue par le régime à travers le mantra « tous pourris » contribue au discrédit de l'opposition.<sup>57</sup> Au Tchad pareillement, l'opposition joue un rôle visiblement très passif dans les différentes manifestations. Les leaders de l'opposition politique sont régulièrement

<sup>53</sup> Abega, S.C 2007, *Le retour de la société civile en Afrique*, PUCAC, Yaoundé.

<sup>54</sup> Sindjoun, L 1999, *La révolution passive au Cameroun*, Codesria, Dakar.

<sup>55</sup> Pommerolle, M-E 2007, 'Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun', *Politique Africaine*, N° 108. Cindy Morillas, *Individualisation versus démocratisation ? : Conditions et formes du militantisme étudiant en situation autoritaire (Cameroun, 1962-2014)*, Thèse de doctorat, IEP de Bordeaux, décembre 2015.

<sup>56</sup> International Crisis Group 2001, *Cameroun : Etat fragile ?*, Rapport Afrique N°160, 25 mai.

<sup>57</sup> Sur l'opposition au Cameroun, lire Ngayap, P.F 2000, *L'opposition au Cameroun : les années de braise*, L'Harmattan, Paris ; Friedrich Ebert Stiftung 2014, *Les jeunes et l'engagement politique au Cameroun*, Yaoundé.

critiqués pour leur manque d'initiatives et d'audace pour dénoncer les dérives autocratiques du gouvernement en prenant la tête des manifestations.

## Le faible taux de pénétration d'internet

Le faible taux de pénétration d'Internet et des médias sociaux, leur cherté et leur mauvaise qualité pourrait aussi expliquer la faiblesse des forces vives en Afrique Centrale, comparé aux autres sous-régions d'Afrique. Dans ces pays, le réseau Internet est largement concentré dans les grandes villes, et particulièrement les capitales. Or la majeure partie des populations vivent dans les zones rurales, sans accès à l'électricité et donc encore moins à Internet et aux réseaux sociaux. Au Tchad, par exemple, environ 78% des populations vivent en milieu rural,<sup>58</sup> ce qui, statistiquement, limite le pourcentage du nombre de personnes ayant accès à Internet. Le taux d'accès à internet de ces Etats en 2018 est de 25 à 35% (selon les sources) pour le Cameroun et 5% pour le Tchad.<sup>59</sup> Ceci est contraire aux taux d'accès de la Tunisie (67%), l'Algérie (58%) et de l'Egypte (53,5%).<sup>60</sup> Ceci en partie pourquoi les opérations de mobilisation des activistes sur les réseaux sociaux n'ont souvent que peu d'impact sur le terrain, à l'exception au Cameroun de la crise anglophone. Et si cela a pu fonctionner dans cette crise, c'est aussi précisément parce que les régions anglophones du Cameroun sont les plus connectées du pays avec un taux de pénétration Internet de plus de 55%, soit supérieur à celui de la Tunisie.<sup>61</sup>

## La faiblesse des classes moyennes

Des travaux en science politique et économie pullulent sur le rôle des classes moyennes instruites dans les révolutions en Tunisie et Egypte. Dans ces deux pays, ce sont surtout ces classes intermédiaires, âgées en majorité de 20 à 35 ans, des diplômées des universités, n'ayant pas d'emplois ou ayant des emplois mal rémunérés qui ont été le fer de lance des mobilisations.

Dans le contexte tchadien, il n'existe pas une population suffisamment importante de diplômés des universités ou de jeunes travailleurs indépendants pour envisager un scénario à la tunisienne. Même au Cameroun, la classe moyenne est encore faible, bien que plus importante qu'au Tchad. Selon un rapport de la Banque africaine de développement, la classe moyenne en Tunisie en 2011 avant la révolu-

<sup>58</sup> ACCORD : <http://www.acordinternational.org/acord/fr/acord/fr/nos-actions/a/zones/tchad/>, consulté le 21 septembre 2017.

<sup>59</sup> 'Cameroun : 35,64 pour cent de taux de pénétration de l'internet' 2018, *Journal du Cameroun*, 22 novembre ; 'Digital 2019 ; Chad' 2019, *Datareportal*, 31 janvier.

<sup>60</sup> 'Internet user penetration in Egypt from 2013 to 2019' 2019, *Statista* ; 'Digital 2019 : Tunisia, Algeria' 2019, *Datareportal*, 31 janvier.

<sup>61</sup> Agence ECOFIN : <https://www.agenceecofin.com/gouvernance/2801-44329-le-taux-d-acces-a-internet-et-sa-progression-dans-chacun-des-54-pays-africains-selon-internet-live-stats>, consulté le 16 avril 2018.

tion comprenait 89,5%de la population.<sup>62</sup> Dans les pays d'Afrique centrale, elle est de 39% Cameroun et 16% pour cent au Tchad.<sup>63</sup>

---

<sup>62</sup> 'Tunisie : classes moyennes, les nouveaux pauvres' 2016, *Jeune Afrique*, 30 novembre.

<sup>63</sup> Mintoogue, Y 2017, 'L'épargne des classes moyennes au Cameroun : une économie en marge du système bancaire', *Notes de l'IFRI*, mars.



## CONCLUSION

L'Afrique centrale est encore à l'arrière-garde du développement politique<sup>64</sup> en Afrique et nombre de ses dirigeants apparaissent comme des fossiles vivants. Ces derniers ont su conserver leur pouvoir face aux soulèvements et mobilisations populaires des années 1990. Malgré les opportunités qu'offre l'aire du numérique, les mécanismes de domination qu'ils ont institués depuis des décennies leur permettent encore aujourd'hui de se maintenir au pouvoir. Comment s'effectueront les transitions dans ces pays (Cameroun et Tchad en particulier, Gabon, Guinée équatoriale et Congo Brazzaville de manière plus large) ? Cela demeure la grande énigme, tant les sociétés civiles et les oppositions y sont fragiles et fragmentées. La faiblesse des acteurs, les impasses des logiques d'action et des mobilisations collectives laissent augurer des formes de transition par cooptation, alliances hégémoniques ou de transitions violentes, ce qui constitue le trait dominant des changements de régime dans cette aire géographique depuis les années 1960.

Quoi qu'il en soit, à moins d'un saut quantitatif et qualitatif des forces alternatives et de la société civile, et d'une plus grande présence des segments de la société dans les médias sociaux, des transitions véritablement démocratiques semblent difficilement envisageables dans cette aire géographique. Comme lors du passage aux indépendances, on pourrait d'avantage assister à des recompositions/alliances entre des catégories dominantes.<sup>65</sup> Ces alliances permettront de maintenir la stabilité hégémonique de l'Etat tout en donnant l'impression d'un renouvellement à la population.

---

<sup>64</sup> Badie, B 1978, *Le développement politique*, Economica, Paris.

<sup>65</sup> Bayart, J-F 1985, *L'Etat au Cameroun*, Karthala, Paris.

Egmont – Royal Institute for International Relations  
Rue des Petits Carmes 15, 1000 Brussels, Belgium  
[www.egmontinstitute.be](http://www.egmontinstitute.be)

Lay-out: punctilio.be

ISBN 979-10-96843-22-0

© Egmont Institute, September 2019

© Author, September 2019

*All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without the permission of the publishers.*